

Communiqué de presse

Paris, le 1^{er} février 2024

Un fringant Premier Ministre d'Ancien Régime !

On peut être le plus jeune Premier ministre de la V^e République et avoir un discours d'Ancien Régime. C'est la démonstration que vient de réaliser Monsieur Gabriel Attal le 30 janvier 2024 lors de son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale.

Plusieurs fois il parle de « réarmer » le pays pour qu'il retrouve sa « souveraineté », mais il ne parle jamais des moyens budgétaires qui vont être affectés à cet objectif. Nous savons que, très prioritairement, c'est le seul budget de l'Armée qui a progressé fortement pour 2024. Pour l'école, il nous parle de retour à l'uniforme pour gommer les différences et les inégalités. Il n'est pas certain qu'avec ça les enfants des banlieues ouvrières comme ceux des zones rurales se sentent « égaux » aux jeunes du collège Stanislas. Rien sur les recrutements dans l'école publique, rien sur les moyens budgétaires gaspillés au profit d'un enseignement privé non contrôlé.

Comme ses prédécesseurs et comme tous les capitalistes qui exploitent le travail des autres, il met en avant son « attachement à la valeur travail ». Mais, pour mettre une différence entre ceux qui travaillent et ceux qui sont au chômage, il va encore diminuer les allocations chômage et rendre plus difficiles les conditions d'accès. Il n'y a rien pour modifier le partage des richesses entre celles et ceux qui travaillent, dont les premières et premiers de corvée et tous les inactifs et rentiers qui vivent du travail des autres. Jamais il ne parle d'une quelconque contribution des plus riches, des milliardaires de plus en plus nombreux et de plus en plus scandaleusement riches, à l'effort commun.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités et Retraités Solidaires (UNIRS) constate par ailleurs que ce fringant jeune homme n'a eu aucun mot pour les personnes retraitées, rien pour les personnes âgées qui ont des très petites retraites, rien pour améliorer la situation des personnes qui survivent difficilement avec les minima sociaux. Nous n'avons vu aucune annonce quant à l'amélioration des services de santé et des conditions de travail et de rémunération de leurs personnels, rien pour améliorer la situation de l'hôpital public, rien de concret pour renforcer les services d'aide à domicile et améliorer leur accessibilité ni pour renforcer les EHPAD publics et pour éviter les abus, maltraitements et autres scandales récemment dévoilés. Nous avons seulement noté l'annonce « *avant l'été ... d'un projet de loi sur l'aide active à mourir dans notre pays* » ... faute de bien vieillir.

Les commentateurs à gages mettent en avant le dynamisme et la détermination du « jeune Attal » : nous savons, à l'UNIRS, que l'âge ne fait rien à l'affaire, et que souvent, l'agitation veut compenser un vide sidéral. Encore une fois, une nouvelle « priorité » est prise en main par le gouvernement, l'agriculture, après l'école, la santé, la lutte contre le terrorisme, la planète, les violences faites aux femmes, les inégalités hommes/femmes, l'emploi, le réarmement des territoires, la souveraineté nationale, etc. Nous continuons de mesurer l'efficacité des politiques gouvernementales aux résultats concrets : les sommes versées aux actionnaires du CAC 40 ne cessent de progresser. 45 milliards d'euros leur ont été versés en 2017, 70 milliards en 2021 et 97,2

milliards d'euros en 2023. C'est plus qu'un doublement en six ans de « gouvernement Macron ». En 2023, les versements aux actionnaires rapportés aux bénéfices des firmes sont passés à 72 % (contre 55 % en 2022). C'est-à-dire que l'essentiel des profits va dans la rémunération des actionnaires, et pas dans l'investissement. Nous sommes totalement à l'opposé du discours selon lequel les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Nous sommes dans une politique du ruissellement vers les portefeuilles des milliardaires.

Face à cette politique générale qui s'affiche, il nous faut continuer de porter une orientation générale totalement autre. L'UNIRS estime que c'est encore une fois par la mobilisation, notamment des personnes retraitées, que le gouvernement concèdera des améliorations sociales. C'est la décision que prendront les neuf organisations de retraités et retraitées d'une journée nationale d'action pour la fin mars.